

NATO SANS CLASSIFICATION

6 décembre 2017

DOCUMENT
C-M(2017)0060-AS1

**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
DE L'OTAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DE L'AGENCE
DE GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ DE DÉTECTION
LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN (NAPMA)
POUR L'EXERCICE 2016**

NOTE SUR LA SUITE DONNÉE

Le 5 décembre 2017, au terme d'une procédure d'accord tacite, le Conseil a pris note du rapport de l'IBAN sur les états financiers 2016 de la NAPMA ainsi que des conclusions du RPPB jointes au C-M(2017)0060 et il a approuvé la communication au public de ces états financiers ainsi que du rapport d'audit correspondant.

(signé) Jens Stoltenberg
Secrétaire général

NB : La présente note fait partie du C-M(2017)0060 et doit être placée en tête de ce document.

NATO SANS CLASSIFICATION

27 novembre 2017

DOCUMENT

C-M(2017)0060

Procédure d'accord tacite :

5 déc 2017 17:30

**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
DE L'OTAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DE L'AGENCE
DE GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ DE DÉTECTION
LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN (NAPMA)
POUR L'EXERCICE 2016**

Note du secrétaire général

1. On trouvera ci-joint le rapport du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN (IBAN) sur la vérification des états financiers 2016 de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA).
2. Dans son rapport, l'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers ainsi qu'une opinion avec réserve sur la conformité. Le rapport de l'IBAN a été examiné par le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) (voir annexe).
3. Je ne pense pas que cette question nécessite un débat au Conseil. Par conséquent, **sauf avis contraire me parvenant d'ici au mardi 5 décembre 2017 à 17h30**, je considérerai que le Conseil aura pris note du rapport de l'IBAN sur la vérification des états financiers 2016 de la NAPMA ainsi que des conclusions du RPPB et qu'il aura approuvé la recommandation visant à communiquer au public les états financiers et le rapport d'audit correspondant.

(signé) Jens Stoltenberg

Annexe 1 : Rapport du RPPB
Pièce jointe 1 : Rapport de l'IBAN
Pièce jointe 2 : États financiers 2016 de la NAPMA

1 annexe
2 pièces jointes

Original : anglais

NATO SANS CLASSIFICATION

-1-



**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE
L'OTAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DE L'AGENCE DE
GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ DE DÉTECTION
LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN (NAPMA)
POUR L'EXERCICE 2016**

**Rapport du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources
(RPPB)**

Références :

- A. IBA-AR(2017)17 Rapport de l'IBAN
- B. PO(2015)0751 Règlement financier de la NAPMO
- C. C-M(2016)0056 Rapport de l'IBAN sur la vérification des états financiers 2015 de la NAPMA

Introduction

1. Le présent rapport contient les observations et les recommandations du RPPB concernant le rapport du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN (IBAN) sur la vérification des états financiers de la NAPMA pour l'exercice 2016 (référence A).

Examen de la question

2. L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers et une opinion avec réserve sur la conformité pour l'exercice 2016. La NAPMA ne s'est pas conformée à l'article 25 du Règlement financier de l'OTAN (NFR) car elle a procédé à des engagements pour des biens et des services à recevoir après la fin de l'exercice en cours. L'autre observation, sans incidence sur l'opinion émise, était liée à la mise en œuvre du NFR, et en particulier les articles relatifs au contrôle interne, à la gestion des risques et à l'audit interne.

3. Observation 1 – Non-conformité avec le NFR. L'IBAN a constaté que la NAPMA procédait à des engagements pour des biens et des services à recevoir dans les années suivant la fin de l'exercice en cours, et pas seulement pendant celui-ci comme le prévoit l'article 25.1 du NFR. Une part importante de ces engagements sont liés aux contrats passés avec les autorités des États-Unis dans le cadre du programme de ventes militaires à l'étranger (FMS). L'IBAN a constaté que l'incapacité de la NAPMA à se conformer au NFR sur ce point tenait à la spécificité des contrats FMS (qui prévoient l'engagement du montant total du marché au moment de la signature du contrat) ainsi qu'au caractère pluriannuel du programme géré par l'Agence. L'IBAN a recommandé à la NAPMA de faire le point et de choisir l'une des deux options suivantes : soit modifier les procédures actuellement en place pour les achats et leur comptabilisation afin de se conformer aux prescriptions de l'article 25 du NFR, soit demander au Conseil une dérogation lui permettant de mieux prendre en compte ses besoins particuliers en matière d'acquisitions. Le RPPB note que la NAPMA a

déposé une demande officielle d'amendement l'article 25 du règlement financier de la NAPMO (référence B), demande qui fera l'objet d'un examen distinct.

4. Le RPPB note que les états financiers 2015 de la NAPMA avaient été assortis d'une opinion sans réserve (référence C) et que, par ailleurs, les pratiques de l'Agence en matière d'engagement de crédits, en particulier s'agissant des contrats FMS et du caractère pluriannuel du programme géré par la NAPMA, n'ont guère changé depuis.

5. Observation 2 – Mise en œuvre du NFR. L'IBAN a constaté que la NAPMA avait continué de faire des progrès sur la voie de la mise en œuvre du NFR, en particulier pour ce qui concerne les articles relatifs au contrôle interne, à la gestion des risques et à l'audit interne. Il a aussi constaté qu'elle avait adopté le cadre de contrôle interne du COSO et qu'elle s'était dotée d'un plan de mise en application, avec pour échéance le mois de janvier 2019. Le RPPB note que la question du cadre de contrôle interne a été soulevée dans le contexte plus large des enseignements à tirer de la mise en œuvre du NFR, que les discussions à ce sujet se poursuivent au sein du Comité des budgets et qu'un avis sera soumis au Conseil en temps voulu.

6. Suites données aux observations antérieures. L'IBAN a fait le point sur la suite donnée aux deux questions ayant fait l'objet d'observations lors de l'audit précédent, et il a constaté que l'une avait été rendue caduque par une observation formulée pour l'exercice 2016 et que l'autre avait été réglée.

Conclusions

7. L'IBAN a émis une opinion sans réserve sur les états financiers et une opinion avec réserve sur la conformité pour l'exercice 2016. Bien que les pratiques de la NAPMA en matière d'engagement de crédits n'aient pas changé depuis la formulation d'une opinion sans réserve au sujet de ses états financiers de 2015, l'IBAN a jugé que cette entité ne se conformait pas à l'article 25 du NFR car elle avait procédé à des engagements pour des biens et des services à recevoir après la fin de l'exercice en cours. Le RPPB établira, pour examen par le Conseil, un avis distinct concernant la dérogation à l'article 25 du règlement financier de la NAPMO qui a été sollicitée par le Comité de direction de la NAPMO.

Recommandations

8. Le RPPB recommande au Conseil :
- a. de prendre note du rapport de l'IBAN sur la vérification des états financiers 2016 de la NAPMA ;
 - b. de prendre note de ses conclusions, au paragraphe 7 ;
 - c. d'approuver la communication au public du présent rapport ainsi que du rapport de l'IBAN et des états financiers 2016 correspondants.

NATO SANS CLASSIFICATION

ANNEXE 1

**Note succincte
du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN
à l'intention du Conseil
sur la vérification des états financiers de l'Agence de gestion du programme du
système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2016**

L'Organisation de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMO), dont fait partie l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA), a été créée pour assurer la direction, la coordination et l'exécution du programme d'acquisition coordonnée du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAEW&C). La gestion du programme consiste à superviser l'acquisition des moyens opérationnels nécessaires à la mise en place de la capacité NAEW&C ainsi que l'acquisition ultérieure des moyens destinés à la renforcer. En 2016, les dépenses de la NAPMA – y compris les ajouts aux projets de modernisation – se sont établies à environ 123 millions de dollars des États-Unis (USD).

À l'issue de l'audit, le Collège a formulé deux observations, et il a émis une opinion sans réserve sur les états financiers de la NAPMO et une opinion avec réserve sur la conformité pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

L'observation 1 a une incidence sur l'opinion émise au sujet de la conformité :

1. Non-conformité avec le Règlement financier de l'OTAN des engagements et des reports de crédits relatifs aux achats effectués par l'intermédiaire du gouvernement des États-Unis et aux contrats passés directement

L'observation 2 est sans incidence :

2. Réalisation de progrès sur la voie de la conformité avec le Règlement financier de l'OTAN, et en particulier avec les articles relatifs au contrôle interne, à la gestion des risques et à l'audit interne

Ces observations sont résumées dans la lettre d'observations et de recommandations (annexe 3). Le Collège a également fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations lors d'audits précédents, et il a constaté que l'une avait été réglée et que l'autre avait été rendue caduque par l'observation 2 formulée pour l'exercice 2016.

L'opinion (annexe 2) et la lettre d'observations et de recommandations (annexe 3) ont été transmises à la NAPMO, dont les commentaires ont ensuite été intégrés dans la lettre.

NATO SANS CLASSIFICATION

NATO SANS CLASSIFICATION

ANNEXE 1

Le Collège a par ailleurs adressé au directeur général de la NAPMA une lettre (IBA-AML(2017)10) contenant trois observations à l'intention de la direction.

Le Collège appelle l'attention sur le traitement comptable des achats effectués dans le cadre du programme de ventes militaires à l'étranger (FMS) des États-Unis, qui sont présentés suivant la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, et non suivant la méthode de la comptabilité d'exercice. Il est à noter également que les montants correspondant aux contrats passés indirectement en vertu de l'accord d'acquisition conclu avec les autorités américaines sont comptabilisés sur la base des données ou des relevés de facturation communiqués par celles-ci. Cette présentation est conforme à la version révisée du cadre comptable OTAN qui a été approuvée par le Conseil de l'Atlantique Nord le 29 avril 2016. Aucune réserve n'est formulée pour cette question précise.

22 août 2017

COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN

**OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS
DE L'AGENCE DE GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ
DE DÉTECTION LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN
(NAPMA)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016**

**OPINION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
DE L'OTAN À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD**

Rapport sur les états financiers

Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN a procédé à la vérification des états financiers de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA), composés de l'état de la situation financière au 31 décembre 2016 et de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que de diverses notes jointes aux états financiers, et notamment une déclaration sur les méthodes comptables. Le Collège a également vérifié l'état de l'exécution du budget pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Responsabilité de la direction

La direction est chargée d'établir les états financiers conformément au cadre comptable OTAN et aux dispositions du Règlement financier de l'OTAN tels qu'ils ont été fixés par le Conseil de l'Atlantique Nord, et de veiller à ce que les états financiers donnent une image fidèle de la situation de l'entité. Elle est ainsi responsable de la conception, de l'application et de la tenue d'un système de contrôle interne de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur.

Responsabilité du Collège

Il incombe au Collège de formuler sur ces états financiers une opinion qui soit fondée sur son travail de vérification, lequel aura été effectué conformément aux dispositions de sa charte et aux normes internationales d'audit. Ces normes exigent que le Collège respecte certains principes déontologiques, et qu'il planifie et effectue sa vérification de manière à parvenir à une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

Un audit consiste à appliquer des procédures permettant d'obtenir des éléments probants relatifs aux montants et aux informations figurant dans les états financiers. Les procédures retenues à cette fin sont laissées à l'appréciation de l'auditeur, qui évalue notamment les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Pour l'évaluation de ces risques, le système de contrôle interne sur lequel s'appuient l'établissement et la présentation des états financiers de l'entité concernée est pris en considération, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne. Il s'agit aussi de déterminer si les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables faites par la direction sont raisonnables, ainsi que d'évaluer la présentation générale des états financiers.

Le Collège estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Opinion sur les états financiers

L'opinion du Collège est que les états financiers donnent, à tous égards significatifs, une image fidèle, conforme au cadre comptable de l'OTAN, de la situation financière de la NAPMA au 31 décembre 2016, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date

Observation particulière

Le Collège appelle l'attention sur le traitement comptable des achats effectués dans le cadre du programme de ventes militaires à l'étranger (FMS) des États-Unis, qui sont présentés suivant la méthode de la comptabilité de caisse modifiée, et non suivant la méthode de la comptabilité d'exercice. Il est à noter également que les montants correspondant aux contrats passés indirectement en vertu de l'accord d'acquisition conclu avec les autorités américaines sont comptabilisés sur la base des données ou des relevés de facturation communiqués par celles-ci. Cette démarche est conforme à la version révisée du cadre comptable OTAN qui a été approuvée par le Conseil de l'Atlantique Nord le 29 avril 2016. Aucune réserve n'est formulée pour cette question précise.

Rapport sur la conformité

Responsabilité de la direction

En plus d'être responsable, comme il est dit plus haut, de l'établissement et de la présentation des états financiers, la direction est chargée de veiller à ce que les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers soient conformes aux dispositions du Règlement financier de l'OTAN et du Règlement du personnel civil de l'OTAN telles qu'elles ont été fixées par le Conseil de l'Atlantique Nord.

Responsabilité du Collège

En plus d'être responsable, comme il est dit plus haut, de la formulation d'une opinion sur les états financiers, le Collège est chargé de se prononcer sur le point de savoir si les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers sont, à tous égards significatifs, conformes au Règlement financier de l'OTAN et au Règlement du personnel civil de l'OTAN. Il lui incombe notamment d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les fonds ont été utilisés pour le règlement de dépenses autorisées et si les opérations correspondantes ont été exécutées conformément à la réglementation en vigueur dans le domaine financier et en matière de personnel. De telles procédures prévoient notamment l'évaluation des risques de non-conformité significative.

Le Collège estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Justification de l'opinion avec réserve émise sur la conformité

La NAPMA ne s'est pas conformée à l'article 25.1 du Règlement financier de l'OTAN car elle a procédé à des engagements pour des biens et des services à recevoir après la fin de l'exercice en cours. Une part significative de ces engagements sont liés à des contrats passés indirectement en vertu de l'accord d'acquisition conclu avec les autorités américaines.

Le problème tient à la spécificité de l'accord d'acquisition (qui prévoit l'engagement du montant total du marché au moment de la signature du contrat indirect) ainsi qu'au caractère pluriannuel du programme géré par la NAPMA.

Opinion avec réserve sur la conformité

L'opinion du Collège est que, à l'exception des effets des questions mentionnées dans la section précédente, les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers sont conformes au Règlement financier de l'OTAN et au Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Bruxelles, le 22 août 2017

Hervé-Adrien Metzger
Président

22 août 2017

COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN

**LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS CONCERNANT
L'AGENCE DE GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ DE
 DÉTECTION LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN
(NAPMA)
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Introduction

Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN a procédé à la vérification des états financiers de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA) pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, et il a émis une opinion sans réserve à leur sujet et une opinion avec réserve sur la conformité.

Observations et recommandations

À l'issue de l'audit, le Collège a formulé deux observations, assorties de recommandations.

1. Non-conformité avec le Règlement financier de l'OTAN des engagements et des reports de crédits relatifs aux achats effectués par l'intermédiaire du gouvernement des États-Unis et aux contrats passés directement
2. Réalisation de progrès sur la voie de la conformité avec le Règlement financier de l'OTAN, et en particulier avec les articles relatifs au contrôle interne, à la gestion des risques et à l'audit interne

La première observation a une incidence sur l'opinion émise au sujet de la conformité. La deuxième est sans incidence.

Le Collège a également fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations lors de précédents audits, et il a constaté que l'une avait été réglée et que l'autre avait été rendue caduque par une observation formulée pour l'exercice 2016.

Le Collège a par ailleurs adressé une lettre (IBA-AML(2017)10) au directeur général de la NAPMA.

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

1. NON-CONFORMITÉ AVEC LE RÈGLEMENT FINANCIER DE L'OTAN DES ENGAGEMENTS ET DES REPORTS DE CRÉDITS RELATIFS AUX ACHATS EFFECTUÉS PAR L'INTERMÉDIAIRE DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS ET AUX CONTRATS PASSÉS DIRECTEMENT

Contexte

1.1 L'article 25.1 du Règlement financier de l'OTAN (NFR) prévoit que, dès que leurs budgets annuels et supplémentaires sont approuvés, les chefs d'organisme OTAN peuvent, avec l'assentiment du contrôleur des finances, engager les crédits correspondant aux biens et services à recevoir pendant l'exercice.

1.2 Le Règlement financier de l'Organisation de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMO) fait état, à l'article 25.1 également, de ce droit du directeur général de la NAPMA.

1.3 L'article 34.1 du NFR stipule que les organismes OTAN adoptent des prescriptions comptables et des normes de compte rendu conformes au cadre comptable OTAN. Les états financiers doivent être établis selon les principes de la comptabilité d'exercice.

Constatations

1.4 Le Collège a constaté que la NAPMA procédait à des engagements pour des biens et des services à recevoir dans les années suivant la fin de l'exercice en cours, et pas seulement pendant celui-ci comme le prévoit l'article 25.1 du NFR. Vu le caractère pluriannuel du programme géré par la NAPMA, ces engagements portent sur des montants significatifs. Une part importante d'entre eux sont liés aux contrats passés indirectement en vertu d'un accord d'acquisition conclu avec les autorités américaines, et d'autres sont liés aux contrats passés directement. De surcroît, la date à laquelle seront reçus les biens et les services visés par les contrats indirects n'est pas toujours connue précisément.

1.5 Les incertitudes concernant la date de réception des biens et des services faisant l'objet de contrats indirects et d'une facturation ultérieure ont conduit à l'adaptation du cadre comptable OTAN. Cependant, le NFR n'a pas été modifié dans le même sens et il continue d'exiger que les crédits budgétaires soient engagés et les dépenses comptabilisées pour des biens et des services à recevoir pendant l'exercice en cours. Ainsi, la pratique de la NAPMA consistant à engager des crédits budgétaires au moment de la signature du contrat indirect puis à en reporter une partie même si la date effective de livraison des biens et des services visés n'est pas toujours certaine n'est pas conforme à la version révisée du NFR.

1.6 Par ailleurs, dans le cadre de l'exécution de contrats passés directement, la NAPMA a procédé à des engagements correspondant au montant total du marché autorisé par le Comité de direction de la NAPMO, et pas seulement au montant prévu

pour un seul exercice. En fin d'exercice, les crédits engagés mais pas dépensés ont été reportés sur l'exercice suivant avec l'accord du Comité de direction, conformément au Règlement financier de la NAPMO.

Recommandations

1.7 Le Collège recommande à la NAPMA de faire le point et de choisir l'une des deux options suivantes : soit modifier la procédure actuellement en place pour les achats et leur comptabilisation afin de se conformer aux prescriptions de l'article 25.1 du NFR, soit demander une dérogation au NFR, de sorte que les besoins particuliers de la NAPMA dans le domaine des acquisitions soient mieux pris en compte.

1.8 Le Collège prend note de la proposition formulée par les contrôleurs des finances de l'OTAN dans le cadre du recensement des enseignements à tirer de la version révisée du NFR qui doit être clôturé cette année, à savoir déterminer s'il est nécessaire d'apporter des adaptations au NFR pour ce qui est des aspects budgétaires liés aux contrats passés indirectement en vertu de l'accord d'acquisition conclu avec les autorités américaines et aux contrats passés directement dans le cas des agences de l'OTAN à financement multinational.

Commentaires officiels de la NAPMO

La NAPMO souscrit à la recommandation formulée par l'IBAN au paragraphe 1.7 de sa lettre d'observations et de recommandations. Quant à la recommandation exposée au paragraphe 1.8, elle peut être considérée comme une solution à long terme, mais pas réellement comme une solution à court terme, pour des questions de calendrier.

Les programmes de modernisation s'étendent par nature sur plusieurs années et reposent ainsi sur des contrats pluriannuels directs ou indirects. Dès lors, il est impossible pour la NAPMA de se conformer aux prescriptions de l'article 25.1 du Règlement financier de la NAPMO concernant la réception des biens et des services pendant l'exercice en cours. Dans un souci de conformité, la NAPMO a choisi de suivre la recommandation formulée par l'IBAN au paragraphe 1.7 et de solliciter l'autorisation de déroger aux articles 25.1 et 25.3 du NFR. Elle propose la nouvelle formulation suivante :

25.1 Dès que le budget annuel et supplémentaire de la NAPMA est approuvé, le directeur général :

(a) peut, avec l'assentiment du contrôleur des finances, engager, sur le budget administratif, les crédits correspondant à des biens et services à recevoir pendant l'exercice et engager les crédits correspondant à des biens et des services couverts par une autorisation de programme, sans dépassement du budget total approuvé.

25.3 L'autorisation qui a été engagée sur des budgets d'acquisition du fait d'une obligation juridique et qui n'a pas encore donné lieu à la

fourniture de biens et de services lorsque l'exercice s'achève est automatiquement reportée. L'autorisation engagée et reportée ne peut être utilisée qu'aux fins auxquelles elle était destinée au départ et pour lesquelles une obligation juridique a été contractée.

La NAPMA confirme par ailleurs que les opérations et les informations financières présentées dans les états financiers sont conformes au Règlement financier de la NAPMO et au Règlement du personnel civil de l'OTAN et que les états financiers donnent une image fidèle de la situation, à tous égards significatifs.

2. RÉALISATION DE PROGRÈS SUR LA VOIE DE LA CONFORMITÉ AVEC LE RÈGLEMENT FINANCIER DE L'OTAN, ET EN PARTICULIER AVEC LES ARTICLES RELATIFS AU CONTRÔLE INTERNE, À LA GESTION DES RISQUES ET À L'AUDIT INTERNE

Contexte

2.1 Le Conseil de l'Atlantique Nord a approuvé la version révisée du Règlement financier de l'OTAN (NFR) en date du 4 mai 2015. Il s'agissait de la première révision de ce texte en plus de trente ans. Bien que l'article 36 de cette nouvelle version prévoie que le Règlement entre en vigueur dès son approbation (à savoir le 4 mai 2015), le Conseil a reconnu que l'on ne pouvait s'attendre à sa pleine application avant la fin de 2015. Par ailleurs, il est stipulé à l'article 4 de la version révisée du NFR que « le comité financier [...] adopte [...] une série de règles et procédures financières [FRP] qui donnent des orientations supplémentaires propres à assurer la bonne exécution du présent Règlement. »

2.2 Les dispositions du NFR révisé sont plus explicites que celles de la version précédente s'agissant de la gestion des risques (article 11), du contrôle interne (article 12), de l'audit interne (article 13) et de l'établissement d'une commission consultative sur l'audit (article 16). Selon ces dispositions, il faut définir des procédures de gestion des risques qui soient conformes aux critères d'efficacité, d'efficience et d'économie, mettre en place les fonctions de gestion nécessaires à un contrôle interne efficace, faire en sorte que les organismes OTAN disposent d'une fonction d'audit interne permanente, dotée de ressources suffisantes et exercée conformément aux normes d'audit interne reconnues au niveau international, et établir une commission consultative sur l'audit.

2.3 La nouvelle version du NFR est l'occasion pour les organismes OTAN de renforcer et de codifier leur cadre général de contrôle interne, y compris la gestion des risques. Elle prévoit aussi la mise en place de fonctions d'audit interne, l'objectif déclaré étant d'obtenir une capacité d'analyse approfondie de l'efficacité et de l'efficience des activités et des contrôles internes, y compris la gestion des risques. Il importe de souligner que le nouveau texte exige par ailleurs qu'un environnement de contrôle robuste soit en place pour la préparation des états financiers, de manière à garantir que les informations financières répondent aux normes les plus rigoureuses

en termes de qualité et d'exactitude étant donné qu'elles sont désormais rendues publiques.

Constatations

2.4 Le Collège a constaté que la NAPMA avait continué de faire des progrès s'agissant de se conformer à la totalité des dispositions de la nouvelle version du NFR, mais il estime que davantage encore doit être fait pour y parvenir. Cette constatation n'a en fait rien de surprenant sachant que les FRP, plus détaillées, demandées à l'article 4 de la version révisée du NFR n'ont été approuvées qu'en avril 2016. Par ailleurs, les modifications apportées au NFR sont considérables, et le Collège reconnaît qu'il faudra un certain temps pour les appliquer correctement. La bonne application des dispositions devrait permettre à la NAPMA de tirer de réels avantages de la nouvelle version du NFR et pas simplement de montrer qu'elle respecte les nouvelles exigences.

2.5 Compte tenu de ce qui précède, 2016 reste une année de transition pour la NAPMA. Le Collège attend de la NAPMA qu'elle se conforme pleinement au NFR en 2017. Il a une fois de plus décidé de rendre compte des progrès réalisés à l'égard de certains des articles révisés du NFR et de formuler des recommandations sur cette base. Les observations ainsi faites n'auront pas d'incidence sur l'opinion relative à la conformité pour l'exercice 2016.

2.6 Le Collège fait le point de la situation dans les domaines énumérés ci-après.

Article 11 – Gestion des risques – et article 12 – Contrôle interne

2.7 Le Collège a constaté que la NAPMA avait récemment adopté officiellement le cadre de contrôle interne du COSO (*Committee of Sponsoring Organisations of the Treadway Commission*). Ce cadre comporte un volet sur la gestion des risques. Un certain nombre d'autres organismes OTAN – dont le Commandement allié Opérations (ACO), l'Organisation OTAN d'information et de communication (NCIO) et l'Agence de gestion OTAN pour le développement, la production et la logistique de l'ACE 2000 et du Tornado (NETMA) – l'ont eux aussi adopté. L'adoption d'un cadre spécifique, reconnu au niveau international et qui plus est adopté par d'autres organismes OTAN, constitue un grand pas en avant.

2.8 La NAPMA a établi un « cadre de mise en application du COSO », avec pour échéance le mois de janvier 2019, sous réserve de l'approbation du tableau d'effectifs du temps de paix du dernier programme de prolongation de la durée de vie (FLEP). Dans cette optique, les chefs de division de la NAPMA, les chefs de bureau et les chefs de branche se sont dans un premier temps efforcés de recenser celles des pratiques actuellement suivies par la NAPMA en matière de gestion des risques et de contrôle interne qui seraient conformes aux exigences du cadre COSO. Toutefois, la NAPMA n'ayant adopté le cadre COSO que récemment, elle doit encore mener à bien l'important travail d'évaluation et de consignation par écrit des diverses procédures de contrôle interne, y compris les procédures de gestion des risques. La consignation par écrit est indispensable pour montrer clairement à tous qu'un système complet de

contrôle interne et de gestion des risques est en place. Tant que l'évaluation n'aura pas été menée à bien et que les documents voulus n'auront pas été produits, le Collège ne sera pas en mesure de déclarer qu'un système complet de contrôle interne (et de gestion des risques) conforme aux articles 11 et 12 de la version révisée du NFR est bien en place.

Article 13 – Audit interne

2.9 Le Collège a constaté que le service d'audit interne de la NAPMA s'était montré très actif pour ce qui est de l'évaluation de la mise en œuvre des procédures de contrôle interne et de gestion des risques. Ce service a par exemple rédigé un avis indépendant sur la façon dont la direction de la NAPMA devrait s'y prendre pour planifier l'adoption d'un cadre COSO qui soit adapté à l'Agence et qui présente un bon rapport coût-efficacité.

2.10 Cependant, le service d'audit interne de la NAPMA n'a pas encore pleinement évalué, dans l'ensemble de l'entité, l'exposition aux risques et l'efficacité des contrôles internes pour ce qui est de la gestion des risques inhérents à la gouvernance, à l'exploitation et aux systèmes d'information, ainsi que le prévoit l'article 13. Cela tient en partie au fait que la NAPMA, comme indiqué plus haut, n'a pas encore terminé d'établir la documentation nécessaire concernant ses procédures de contrôle interne et de gestion des risques.

Article 16 – Commission consultative sur l'audit

2.11 Le Collège a constaté que la NAPMA avait établi en 2016 la commission consultative sur l'audit prévue par l'article 16. À la date de l'audit, cette commission s'était réunie à trois reprises.

Recommandations

2.12 Le Collège recommande à la NAPMA de procéder, de manière systématique et détaillée, à l'évaluation de ses procédures de contrôle interne et de gestion des risques et à leur consignation par écrit, en vue d'une mise en conformité avec le cadre COSO, qu'elle a adopté. Une telle démarche serait conforme au plan de mise en application du COSO élaboré par l'Agence.

2.13 Le Collège recommande par ailleurs au service d'audit interne de la NAPMA d'évaluer pleinement le contrôle interne et la gestion des risques dans l'ensemble de l'entité et de veiller à ce que ce travail soit clairement documenté, de manière à ce que l'on puisse aboutir à la conclusion que la NAPMA respecte le cadre COSO.

Commentaires officiels de la NAPMO

La NAPMO prend note de la recommandation.

Comme indiqué, la NAPMA travaille à la mise en application du cadre COSO. Il sera tenu compte des besoins liés au dernier programme de prolongation

de la durée de vie (FLEP), de manière à préserver au mieux les intérêts des pays représentés au sein de la NAPMO durant l'exécution de ce programme. La mise en application devrait être terminée d'ici à la fin de 2018, l'idée étant de laisser assez de temps à la direction de la NAPMA pour procéder à une évaluation détaillée des procédures de contrôle interne et de gestion des risques qui auront été mises en place, avant l'attribution du contrat, prévue pour juillet 2019. Le responsable de l'audit interne s'assurera de la conformité avec le cadre COSO le moment venu.

Dans une entité de petite taille comme la NAPMA, la direction est étroitement associée à l'ensemble des processus et elle a donc parfaitement conscience des éventuelles lacunes. Par conséquent, il est plus efficace d'axer le travail des auditeurs internes sur les domaines à risque connus plutôt que d'effectuer chaque année des contrôles de routine portant sur l'ensemble de l'activité de l'Agence.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

Le Collège a fait le point sur la suite donnée aux observations et recommandations formulées à l'issue des audits précédents. On en trouvera un récapitulatif dans le tableau ci-dessous.

Suites données aux observations antérieures

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
1. Rapport sur la vérification des états financiers de 2015 (IBA-AR(2016)13) Caractère incomplet des informations fournies en application du cadre comptable OTAN pour ce qui concerne les contrats passés indirectement et les ventes militaires à l'étranger Constatations Le Collège a constaté que les états financiers de la NAPMA n'étaient pas pleinement conformes aux exigences du cadre comptable OTAN relatives aux informations à fournir telles qu'énoncées ci-dessus. Il souligne qu'il est important d'atteindre l'objectif visé par l'adaptation de l'IPSAS 1 s'agissant de la clarté et de la présentation. Recommandation du Collège Le Collège recommande à la NAPMA : - d'indiquer, dans la section des notes jointes aux états financiers qui est consacrée aux méthodes comptables, que les informations relatives aux contrats FMS sont présentées en application de la méthode de la comptabilité de caisse modifiée ; - de présenter ces informations sur une ligne séparée de l'état de la performance financière (avec mention du fait qu'elles correspondent à des contrats passés indirectement) en l'accompagnant d'une note de bas de page indiquant qu'elles sont présentées en application de la méthode de la comptabilité de caisse et non des principes de la comptabilité d'exercice, ainsi que d'un renvoi adéquat à la section des notes jointes aux états financiers qui est consacrée aux méthodes comptables ; - de faire figurer, dans l'état de la situation financière, une note de bas de page stipulant que les soldes présentés ne découlent pas tous de l'application des principes de la comptabilité d'exercice (avec indication des lignes concernées) ;	La NAPMA a inclus dans ses états financiers de 2016 tous les éléments recommandés par le Collège.	Question réglée.

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
- de mettre en correspondance, au terme de l'exécution d'un contrat d'acquisition, l'ensemble des biens et des services effectivement fournis et le montant total des dépenses exposées.		
2. Rapport sur la vérification des états financiers de 2015 (IBA-AR(2016)13) Nécessité de mesures complémentaires pour une pleine conformité avec la version révisée du Règlement financier de l'OTAN, et en particulier avec les articles relatifs au contrôle interne, à la gestion des risques et à l'audit interne Constatations Le Collège a constaté que la NAPMA avait réalisé des progrès significatifs mais qu'elle devait prendre des mesures supplémentaires pour atteindre la pleine conformité avec chacune des dispositions révisées du NFR. Recommandation du Collège Le Collège formule les recommandations ci-après : - la NAPMA devrait poursuivre l'élaboration d'une politique de gestion des risques à l'échelle de l'entité ; de l'avis du Collège, une coordination devrait être assurée de façon à ce que l'on procède de la même manière dans l'ensemble des organismes OTAN ; - la NAPMA devrait adopter un cadre de contrôle interne, fondé sur des normes reconnues au niveau international, et celui-ci devrait être étayé par l'établissement systématique de documents détaillés concernant les procédures de contrôle interne ; de l'avis du Collège, une coordination devrait être assurée de façon à ce que l'on procède de la même manière dans l'ensemble des organismes OTAN ;	Voir l'observation formulée à la section 2.	Question rendue caduque par l'observation formulée à la section 2.

NATO UNCLASSIFIED



NAPMA

FINANCIAL STATEMENTS 2016

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Contents NAPMA Financial Statements	Page
Overview	Page 2 – 4
Statement of Internal Control	Page 5 – 7
Statement of Financial Position	Page 8
Statement of Financial Performance	Page 9
Statement of Changes in Net Assets/Equity	Page 10
Cash Flow Statement	Page 11
Accounting Policies	Page 12 – 18
Notes to the Financial Statements	Page 19 – 31
Annex A Budget Execution Report	Page 32

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

OVERVIEW

Overview of the NAEW&C Program Management Organisation's Operations and Environment (NAPMO)

In 1975, the NATO Military Authorities established a "priority one" requirement for an Airborne Early Warning and Control (AEW&C) system to operate over both land and sea. The system was designed to provide an airborne warning and detection capability and to improve the Alliance's maritime surface surveillance capability. It would also contribute to the direction and control of tactical air forces and to the gathering of information on hostile ship and aircraft movements.

In December 1978, a number of NATO Nations joined together to establish and implement the NATO AEW&C Program. As a result of the international agreements formally ratified at that time, the NAEW&C Program Management Organisation (NAPMO) was created as a NATO Production and Logistics Organisation and established as a NATO civil organisation under the provisions of the 1951 Ottawa Agreement i.a.w. its charter.

Nations agreed to operate and support the NAEW&C Force under a single Force Commander subordinate to the Strategic Commanders (SCs). The Supreme Allied Commander Europe (SACEUR) acts as the executive agent for the SC's in NAEW&C matters. However with regard to the maintenance and supply concept the NAPMO retained responsibility to represent the NAPMO Nations' interest, in particular the NAPMO BOD is responsible for the Depot Level Maintenance (DLM) policy and its execution, while NAPMO at the same time is responsible for the achievement of industrial benefits.

Currently, the NATO AEW&C Program is comprised of 16 Nations participating as full member – Belgium, Czech Republic, Denmark, Germany, Greece, Hungary, Italy, Luxembourg, The Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Romania, Spain, Turkey, and the United States.

The United Kingdom exercises limited participation as a NAPMO member; but its fleet of E-3D aircraft is an integral part of the NAEW&C Force.

France has an observer role and maintains continual coordination to ensure its four E-3F aircraft remain interoperable with the other E-3 fleets. France also often assists in coordinated operations with the NAEW&C Force.

Role of the NAEW&C Program Management Agency (NAPMA)

As NAPMO executive agent, the NAEW&C Programme Management Agency (NAPMA) is accountable to the Board of Directors (BOD) for planning and coordinating the acquisition strategy, managing projects associated with modernisation of the E-3A fleet, providing sustainment support services, and overseeing the technical aspects of the NAEW&C airworthiness program.

NAPMA is a program management and budgetary organization funded through contributions made by the Member Nations.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

NAPMA's Peacetime Establishment (PE) is 116 posts, manned by seconded military officers and civilian personnel drawn from all of the Nations participating in the Program. While most are located in Brunssum, The Netherlands, a small number perform their duties in Manching and in Geilenkirchen, Germany. The legal status of NAPMA, as an integral part of the North Atlantic Treaty Organisation, is laid down in the Ottawa Agreement as of 20 September 1951. Based on this agreement, NAPMA is, inter alia, exempt from all taxes and customs duties. The NAPMA General Manager (GM) is responsible for the Technical Airworthiness of the NAEW&C Fleet.

How NAPMA's operating environment affects its Financial Statements

NAPMA's overall activities are funded by Member Nations through projects and related Administrative Budgets; "separate and distinct from the International Staff, other NPLSOs or other NATO Organs" and through other generated income. The budgets are approved annually by the NAPMO BOD. The Nations contributions are to remain within the overall Program ceiling as agreed in the respective MMoU. The Administrative Budget covers all expenditures for the internal functioning of the Agency. The Project Budgets contain the credits for the modification of the NAEW&C fleet. Aside from its own budgeted activities, NAPMA also supports other NATO entities such as NAEW&C Force Command, NATO E-3A Component and NATO Support and Procurement Agency.

NAPMO has an agreement with the US Government (USG) that they can act as an exclusive general agent which has responsibility and authority to procure and manage the aircraft modernisation efforts. This gives NAPMO also a special arrangement in the Foreign Military Sales (FMS) process but more specifically the USG acts as the Agent for NAPMO resulting in Agent Contracts between NAPMO and US industry. The System Program Office (SPO) at Hanscom Airforce Base, Massachusetts is performing the day-to-day support functions for the US Agent.

Compliance with Financial Regulations

NAPMA Financial Statements have been prepared in accordance with the accounting requirements of the NAPMO Financial Regulations (NFRs) approved by the NAC on 08 January 2016, and the Financial Rules and Procedures (FRP).

The NAPMA Financial Statements have also been prepared on the accrual basis of accounting in accordance with the NATO Accounting Framework (NAF) as adopted by the North Atlantic Council (NAC). The NATO Accounting Framework is based upon the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

NATO UNCLASSIFIED

How NAPMA's mission and strategies relate to its financial position, financial performance and cash flows

NAPMA's mission is to plan, acquire and deliver improvements to the NATO AEW&C capabilities following the guidance of the NAPMO nations taking into account life cycle considerations.

In relation to the financial position NAPMA has several separate multi-year projects, both direct and indirect (administered by the US agent), which require maintaining high annual cash levels to satisfy requirements which may be required for the support of the procurement effort.

Analysis of NAPMA's Financial Statements

Key points to note in respect of the Financial Statements are:

- NAPMA's functional and reporting currency used throughout these Financial Statements is stated in USD (\$) equivalent. Therefore realised and unrealised gains and losses resulting from the translation into USD equivalent and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets and liabilities in currencies other than USD are recognized in the Statement of Financial Performance.
- Existing funds (revenue recognized in previous years) are used to cover dedicated project expenditures which are recognized in the Statement of Financial Performance.

Risks and Uncertainties that affect NAPMA's Financial Position and Performance

Currently there are no specific risks that affect NAPMA's financial position and performance.

As stated in paragraph 77 of the Warsaw Summit Communiqué, issued by the Heads of State and Government participating in the meeting of the North Atlantic Council in Warsaw 8-9 July 2016:

"77. NATO's Airborne Early Warning and Control Force (AWACS) continues to prove itself instrumental not only to monitoring our airspace, but also as a critical part of NATO's command and control capabilities. NATO AWACS will continue to be modernised and extended in service until 2035. By 2035, the Alliance needs to have a follow-on capability to the E-3 AWACS. Based on high-level military requirements, we have decided to collectively start the process of defining options for future NATO surveillance and control capabilities."

Public disclosure of NAPMA's Financial Statements

The NAPMO BOD has approved that these Financial Statements, in accordance with PO(2015)0052, can be publicly disclosed.

NATO UNCLASSIFIED

Statement of Internal Control

Scope of responsibility

As General Manager of NAPMA I am responsible and accountable to the Agency's Supervisory Board for maintaining a sound system of internal control that supports the achievement of NAPMA's objectives, designed to provide reasonable assurance that the Agency will achieve its objectives using the Agency's resources in an efficient and effective manner.

As stated in Article 12 of the NAPMO Financial Regulations (NAPMO FR) I am in particular responsible for ensuring that the necessary internal management functions are in place to support effective internal control, designed to provide reasonable assurance that NAPMA will achieve its objectives regarding the safeguarding of assets, the verification of the accuracy and reliability of accounting data and records; the promotion of operational efficiency and the compliance with established managerial and command policies.

As NAPMA Financial Controller I am responsible to the General Manager and accountable to the NAPMO Policy and Finance Committee (PFC) for the correct use of funds made available to the Agency. I am responsible and accountable for establishing a system of internal financial and budgetary control, embracing all aspects of financial management including transactions for which appropriations have been approved, designating and formally delegating authority to officials who disburse and receive funds on my behalf and establishing and maintaining comprehensive accounting records of all assets and liabilities.

Risk and control framework

Elements in place within the Agency to achieve internal control are:

- The Agency is governed by a Board of Directors with two subordinate Committees and one review board (on Airworthiness) that closely monitor progress and compliance.
- A multi-year Strategic Plan with long-term goals and objectives. In addition, NAPMA has a multi-year and annual plan which identifies NAPMA internal goals and objectives. These plans are based on the business procedures necessary for achieving the objectives in an economic and effective way. This is a dynamic process and is under continuous review.
- A Corporate Governance Policy, approved by the Board of Directors (BOD). The NAPMO BOD tasked the Policy and Finance Committee (PFC) with the responsibility to review performance of Corporate Governance and report to the BOD.
- A NAPMA Management Directive prescribes Standards of Behavior which are in line with the NATO Code of Conduct.
- Annually, NAPMA conducts an overall assessment of the Agency's organization and a review of the business processes. It also maintains a risk management plan for all Divisions and Offices which is reviewed periodically. This risk management plan identifies the key organizational business risks and performance measurement criteria.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

This plan includes the risk register and mitigation plan. Program risk concerns, such as cost, schedule and performance are maintained by the PM division and briefed at each Board of Directors (BOD) cycle.

- An annual internal audit plan which includes reviews on functioning of the internal control process and procedures in high interest areas such as Finance, Human Resources and Contracting.
- Access to a permanent, adequately resourced, internal audit function
- Management checks are undertaken on periodical basis to ensure compliance with regulations and procedures.
- The use of an asset register to safeguard the assets retaining to the Agency.

In order to meet the desired internal control standards the Financial Controller has established a system of internal financial and budgetary control, embracing all aspects of financial management including transactions for which appropriations have been approved. This system includes the segregation of duties, the use of an audited IT-system, the use of the 4-eyes principle, written recording of activities (for instance regarding the monthly peer-review of bank accounts) and a formal approval process and authorization for transactions. The avoidance of conflict of interest is furthermore secured by a declaration signed by all NAPMA Staff in accepting appointment, which refer to the NAPMA Standards of Behavior (in particular paragraph 11 of these Standards). Cash management and issues regarding the financial institutions which are responsible for the deposits are periodically presented and reviewed by the Treasury Policy Group chaired by the Financial Controller with the minutes being shared with Senior Management and the decisions when impacting liquidity presented to the PFC. All the activities related to internal financial control and risk assessment are overseen by the Financial Controller on a daily basis and periodically reviewed by the Internal Auditor.

Statement

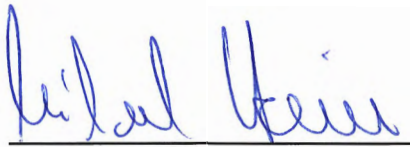
The mechanisms in place, as described above, are actively maintained and operated by NAPMA and provide reasonable assurance regarding the effective and efficient use of resources, the reliability of financial information and compliance with applicable rules and regulations. This confirmation is based upon daily interactions, reviews and responses from the internal auditor and the reports received from external auditors.

Notwithstanding the above, as potential area for improvement of internal control in 2017, NAPMA pursues a major effort to continuously optimize the integrated management system. The streamlining, simplifying and reviewing of underlying processes in the current ERP-system will add to an even more reliable assurance of internal control mechanisms.

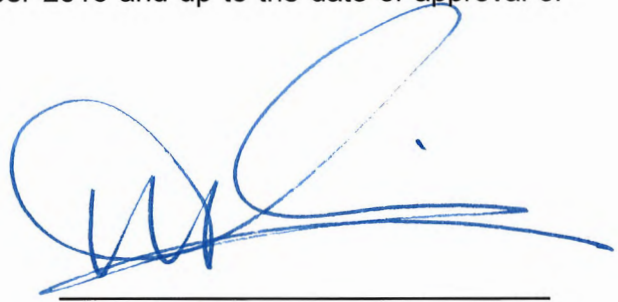
NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Based on the above, we consider to the best of our knowledge and information, within the scope of our respective responsibilities that the Agency operated satisfactory systems of internal control for the year ended 31 December 2016 and up to the date of approval of the Financial Statements.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'M. Hain', written over a horizontal line.

BrigGen M. Hain
NAPMA General Manager

A large, stylized handwritten signature in blue ink, written over a horizontal line.

Mr. R. Thuls
NAPMA Financial Controller

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

NAPMA Statement of Financial Position

as at 31 December 2016

(in USD equivalent)

Original figures are those which were published in the NAPMA Financial Statements for 2015. Restated column presents the new adjusted figures for 2015 after taking into account the corrections.

	Note	2016	Restated 2015	Original 2015
ASSETS				
Current assets				
Cash and cash equivalents	1	462,256,545	377,301,476	377,301,476
Receivables	2	38,458,750	5,898,181	5,898,181
Prepayments	3	3,811,167	1,257,048	1,257,048
		<u>504,526,463</u>	<u>384,456,705</u>	<u>384,456,705</u>
Non-current assets				
Prepayments >12 Months	4	15,656	0	0
Property, plant & equipment	5	628,835	748,494	748,494
Other non-current assets*	6	293,497,664	196,692,528	196,692,528
		<u>294,142,155</u>	<u>197,441,021</u>	<u>197,441,021</u>
TOTAL ASSETS		<u>798,668,618</u>	<u>581,897,726</u>	<u>581,897,726</u>
LIABILITIES				
Current liabilities				
Payables and Accruals	7	36,007,177	4,489,238	4,489,238
Unearned Contributions**	8	338,664,197	332,886,708	338,191,468
		<u>374,671,374</u>	<u>337,375,947</u>	<u>342,680,707</u>
Non-current liabilities				
Advances	9	122,862,881	40,381,734	40,381,734
Reimbursables NATO Entities	9	2,318,373	1,150,749	1,150,749
Other non-current liabilities*	10	293,497,664	196,692,528	196,692,528
		<u>418,678,918</u>	<u>238,225,011</u>	<u>238,225,011</u>
TOTAL LIABILITIES		<u>793,350,292</u>	<u>575,600,957</u>	<u>580,905,717</u>
Net assets/equity**	11	5,318,326	6,296,769	992,009
TOTAL LIABILITIES AND NET ASSETS		<u>798,668,618</u>	<u>581,897,726</u>	<u>581,897,726</u>

* The figures given in respect of indirect contracting via the U.S. System Program Office (SPO) are presented on a modified cash and not on an accrual basis; more information can be found in the Accounting Policies (see page 9).

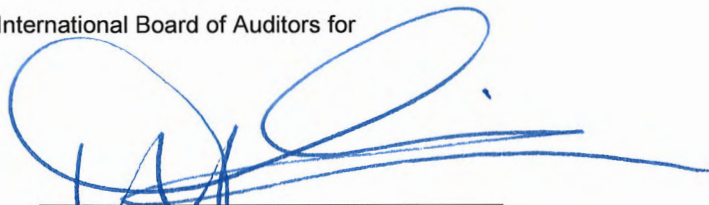
** Restated figures adjust the amounts for the correction of prior period errors.

Further details on the 2015 comparative figure restatements can be found in Note 11 (pages 25+26).

The Financial Statements on pages 8 to 32 were issued to the International Board of Auditors for NATO on 31 March 2017.



BrigGen M. Hain
NAPMA General Manager



Mr. R. Thuis
NAPMA Financial Controller

NATO UNCLASSIFIED

NAPMA Statement of Financial Performance

for the year ended 31 December 2016

(in USD equivalent)

	Note	2016	Restated 2015	Original 2015
Revenue				
Revenue from Contributions	11	22,592,419	26,380,041	26,380,041
Financial Revenue*	11	0	1,026,768	3,721,979
Other Revenue	11	9,405	297,072	297,072
Total Revenue		22,601,823	27,703,880	30,399,091
Expenses				
Projects - direct	12	4,512,233	5,376,610	8,977,187
Projects - indirect via SPO**	12	803,015	3,600,577	0
Administrative	12	17,807,340	18,128,910	18,128,910
Depreciation	12	119,659	131,234	131,234
Finance Expenses	12	222,668	0	0
Total expenses		23,464,915	27,237,330	27,237,331
Surplus/(Deficit) for the period*	13	-863,091	466,549	3,161,760

* Restated figures adjust the amounts for the correction of prior period errors.

Further details on the 2015 comparative figure restatements can be found in Note 11 (pages 25+26).

** The figures given in respect of indirect contracting via SPO are presented on a modified cash basis.

Original figures are those which were published in the NAPMA Financial Statements for 2015. Restated column presents the new adjusted figures for 2015 after taking into account the corrections.

NAPMA Statement of Changes in Net Assets/Equity

for the year ended 31 December 2016

(in USD equivalent)

	Capital assets	Cash Reserves	Accumulated surplus/deficit	Accumulated curr Transactions	Total
Balance at the beginning of the period 2015	729,165	8,388,653	-6,651,170	-2,438,502	28,146
Changes in accounting policy/prior period errors	0	0	5,304,760	0	5,304,760
Restated balance	729,165	8,388,653	-1,346,410	-2,438,502	5,332,906
Net gains/(losses) recognised directly in net assets/equity	0	0	0	0	0
Use of cash reserves	0	-579,547	0	0	-579,547
Net increase-decrease capital assets	19,328	0	0	0	19,328
Exchange difference on translating foreign operations	0	0	0	497,313	497,313
Net unrealised foreign exchange gains and losses	0	0	1,026,768	0	1,026,768
Surplus/(deficit) for the period	0	0	0	0	0
Change in net assets/equity for the year ended 2015	19,328	-579,547	1,026,768	497,313	963,862
Balance at the end of the period 2015	748,493	7,809,106	-319,642	-1,941,189	6,296,769
Changes in accounting policy/correction prior period errors					
Restated balance	748,493	7,809,106	-319,642	-1,941,189	6,296,769
Net gains/(losses) recognised directly in net assets/equity	0	0	0	0	0
Use of cash reserves	0	-520,768	0	0	-520,768
Net increase-decrease capital assets	-119,659	0	0	0	-119,659
Exchange difference on translating foreign operations	0	0	0	0	0
Net unrealised foreign exchange gains and losses	0	0	-222,668	-115,348	-338,016
Surplus/(deficit) for the period	0	0	0	0	0
Change in net assets/equity for the year ended 2016	-119,659	-520,768	-222,668	-115,348	-978,443
Balance at the end of the period 2016	628,834	7,288,338	-542,310	-2,056,537	5,318,326

Further details can be found in the accounting policies on the change in the presentation layout of the statement of changes in net assets/equity (pages 13-14).

NAPMA Statement of Cash Flow

for the year ended 31 December 2016

(in USD equivalent)

		Restated	Original
	2016	2015	2015
Cash Flow from Operating Activities			
Surplus/(Deficit) from Operating Activities	(863,091)	466,549	3,161,761
Change in net assets/correction*	0	5,304,760	0
Add: Non-Cash Movements			
Depreciation	119,659	131,234	131,234
Increase in Receivables	(32,560,569)	40,441,572	40,441,572
Decrease in Advance Payments	(2,569,775)	5,062,751	5,062,751
Decrease in Accruals/Deferrals	451	417	417
Increase in Payables	25,362,048	738,420	738,420
Increase in Unearned Contributions	5,777,489	40,084,094	45,388,854
Decrease in Advances Received	83,648,771	(43,087,075)	(43,087,075)
Change of Value in Asset Deliverable	96,769,108	66,008,483	66,008,483
Decrease in Goods Receipt	6,155,440	648,460	648,460
Net Cash Flow from Operating Activities	181,839,530	115,799,664	118,494,876
Cash Flow from Investing Activities			
Purchase of Assets	0	(150,562)	(150,562)
Correction to Assets	0	0	0
Purchase of Assets in Progress	(96,769,108)	(66,008,483)	(66,008,483)
Net Cash Flow from Investing Activities	(96,769,108)	(66,159,045)	(66,159,045)
Cash Flow from Financing Activities			
Fund Transfer from Net Assets	0	0	0
Effect of Currency Valuations			
Currency Valuation Operating Activities	0	0	0
Currency Valuation Financing Activities	(115,352)	497,314	(2,197,898)
Total Currency Valuations	(115,352)	497,314	(2,197,898)
Net Increase (Decrease) in Cash/Cash Equival.	84,955,070	50,137,933	50,137,933
Cash and Cash Equiv. Beginning of Period	377,301,476	327,163,543	327,163,543
Cash and Cash Equiv. End of Period	462,256,545	377,301,476	377,301,476

* Restated figures adjust the amounts for the correction of prior period errors. Further details on the 2015 comparative figure restatements can be found in Note 11 (pages 25+26).

Original figures are those which were published in the NAPMA Financial Statements for 2015. Restated column presents the new adjusted figures for 2015 after taking into account the corrections.

ACCOUNTING POLICIES

Basis of Preparation

NAPMA Financial Statements have been prepared in accordance with the accounting requirements of the NAPMO Financial Regulations (NFR) and the Financial Rules and Procedures (FRP). NAPMA uses an Enterprise Resource Planning (ERP) System based on SAP to record and report financial information.

The NAPMA Financial Statements have been prepared on the accrual basis of accounting in accordance with the NATO Accounting Framework (NAF) which is based on the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) issued by the IPSAS Board (IPSASB) and relevant to NAPMA as decided by the North Atlantic Council in 2002. The IPSAS standards are applied whereas the NAF has not yet adopted variations from the standard in coherence with policies specific to NATO.

The accounting principles accepted as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance, and cash flows are on an accrual based accounting using historical costs. The accounting principles have been applied consistently throughout the reporting period. This ensures that the Financial Statements provide information that is relevant to the decision-making and that is reliable, comparable, and understandable in light of the qualitative characteristics of financial reporting.

For the accounting of the expenditures related to indirect contracts, NAPMA records the amounts in the Financial Statements based on data/billing reports as provided by the US Government.

A slight difference in summation may occur due to the fact that all the figures have been rounded to the nearest dollar.

The Financial Statements have been prepared on a going-concern basis.

In accordance with the NAF and generally accepted accounting principles (IPSAS), the Financial Statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical knowledge as well as on the most reliable information available. In exercising the judgement to formulate the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an on-going basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenues and expenses reported. These estimates are subject to a measure of uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the Financial Statements. The most significant estimate used in these Financial Statements is the estimation of goods/services received.

Accounting Period

The 2016 Financial Statements are based on the accounting records of NAPMA as of 31 December 2016. In accordance with the NAPMO Financial Regulations (NFR), the financial year at NAPMA begins on 1 January and ends on 31 December.

Reporting Currency

The functional and reporting currency used throughout these Financial Statements is the USD (\$) equivalent. The Financial Statements are prepared using data based on the actual multi-currency execution of the approved budget credits. The non USD expenditures are converted to the USD equivalent using the weekly posted NATO exchange rates for booking of transactions during the year, and to the NATO rate in effect at the end of the year to report the Statement of Financial Position.

Cash Flow Statement

IPSAS 2 – Cash Flow Statement allows the choice between presenting the cash flow based on the direct method or indirect method. NAPMA has selected the indirect method of presentation for these Financial Statements.

Revenue and Expense Recognition

Revenue is recognized from various sources including nations' contributions and currency gains. Effective 1 January 2007, all interest and other miscellaneous income is returned or credited to the Nations unless otherwise instructed by the NAPMO BOD.

Expenses are recognized as incurred to satisfy both miscellaneous project requirements and administrative related activities. Disbursements made for the acquisition of assets are not considered to be expenses; however, they are capitalized under Property, Plant & Equipment (PP&E).

Changes in Accounting Policies and corrections

The same accounting policies are applied within each period and from one period to the next, unless a change in accounting policy meets one of the criteria set in IPSAS 3. For the 2016 Financial Statements, the accounting policies have been applied consistently throughout the reporting period.

The following changes represent the correction resulting from the audit of the 2015 Financial Statements and an error which was discovered during the preparation of the FS 2016. These corrections have been applied to the comparative figures for 2015 which are being restated:

1. Change in the presentation layout of Financial Statements

In 2016 there has been a presentation change to the layout of the statement of changes in net assets/equity, which results from a recommendation made by the IBAN to apply the

layout recommended by the NATO Resource and Policy Board to ensure consistency of reporting amongst all NATO entities.

There has also been a revision of the nomenclature used for the Budget Execution Statement (BES).

2. Correction of errors and restatement of 2015 comparative figures

A prior period error was discovered during the preparation of the FS 2016 and therefore retrospectively corrected. Furthermore a correction to the revaluation within net assets was executed.

Foreign Currency Transactions

Transactions in currencies, other than the functional currency, are translated into USD at the NATO exchange rates prevailing at the time of the transaction. Monetary assets and liabilities at year-end, which are in currencies other than USD, were translated into USD using the NATO exchange rates that were applicable on 31 December 2016.

Realised and unrealised gains and losses resulting from the translation into USD and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets and liabilities in currencies other than USD are recognized in the Statement of Financial Performance.

NATO UNCLASSIFIED

Assets – Current Assets

The current assets of NAPMA are cash and cash equivalents, accounts receivables and prepayments. They are measured at fair value. Changes in fair value are recognized in the Statement of Financial Performance.

Cash and Cash Equivalents

Cash and cash equivalents are defined as short-term assets. They include current bank accounts and deposits held with banks.

Receivables

Receivables are reported at fair value in the Statement of Financial Position. No provisions are made against national debts as they are deemed to be collectable.

In accordance with IPSAS, receivables are broken down into amounts from Nations, NATO Entities, Non-NATO Entities, Staff Members and other receivables, receivables from bank interest and long outstanding receivables.

Receivables from Nations are recognized when a call for contribution has been issued to the Member Nations. No allowance for loss is recorded with respect to Member Nations' assessed contributions receivable except for exceptional and agreed technical reasons.

Prepayments and Accrued Interest

Prepayments made to suppliers and to other NATO entities are reflected in the Statement of Financial Position. The same applies for bank interest accrued in one year but received only in the following year and not distributed to Nations.

Assets – Non - Current Assets

In this category, NAPMA is reporting all assets invested for more than 12 months.

Property, Plant and Equipment

In accordance with the NAF, the PP&E accounts have been established to capitalize expenditures on administrative assets and show the amortization accumulated against those assets. Administrative assets include those used specifically by the Agency itself in supporting its program management activities. The building and the land that NAPMA occupies are provided by the Host Nation as a "right of use".

All property, plant and equipment are stated at historical acquisition value less accumulated depreciation.

PP&E categorizations for purposes of determining the appropriate depreciable life of the assets is listed in the table below as well as the associated capitalisation thresholds per item.

Straight-line depreciation method is used for all categories however the depreciable life of an asset is dependent upon the particular category it is in.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

The table for purchases in 2016 were as follows:

PPE Category	Description	Threshold per item	useful life
Buildings	Building	200,000	40
Installed Equipment	Equipment/building improvements as part of the building such as heating & cooling systems, security systems, renovation, replacements and fixtures	30,000	10
Vehicles	Transportation equipment	10,000	5
Furniture	Desks, Chairs, Cabinets, Safes, etc.	5,000	10
Automated Information Systems	NIMS, major Hardware and Software	20,000	5
Communication and IT Equipment	Equipment/Tools required for daily office operations such as PC's, Laptops, Software, etc.	5,000	3
Government Furnished Equipment	Miscellaneous Equipment provided to Contractors	50,000	10

Leases

Leases are classified as finance leases whenever the terms of the lease transfers substantially all the risks and rewards of ownership to the lessee.

All other leases are classified as operating leases. NAPMA does not have any finance leases.

Work in Progress (other non-current assets)

The value of work in progress for an acquisition project will be transferred to the NAEW&CF E3A Component based on the declaration of Initial Operational Capability (IOC)/Full Operational Capability (FOC) and the final amount upon completion. That amount is valued at its historical acquisition value at the exchange rate in effect on the date of the expenditure transactions. For the accounting of the expenditures related to indirect contracts, NAPMA records the amounts in the Financial Statements based on data/billing reports as provided by the US Government. This data is presented on a modified cash basis.

Current Liabilities

Payables and Accruals

Payables are reported at fair value in the Statement of Financial Position. They represent amounts for goods received or services provided that remain unpaid as of reporting date to NATO and Non-NATO entities, commercial vendors and NAPMA Staff. Accruals are estimates of the cost for goods and services received but not yet supported by an invoice at year-end.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Unearned Contributions

Unearned revenue represents contributions from Nations and/or third parties that have been called for current or previous years' budgets but that have not yet been recognized as revenue.

Liabilities – Non - Current Liabilities

Advance Contributions

Advances on contributions represent the amounts of funds held on behalf of the Contributing Nations, which arise from a variety of sources including advances from some nations on calls for the following fiscal year, interest earned on Nations' cash balances, sales of residual assets and R&D recoupment.

Reimbursables NATO Entities

Advances received from NATO Entities to support Third Party Projects. Funds are received and expended on behalf of other NATO entities, predominantly the NAEW&C Force, for execution of projects and activities for Operations and Support.

Deliverables to NAEW&C Force (other non-current liabilities)

These amounts represent the cumulative amount of work in progress that is still to be transferred to NAEW&CF E3A Component based on the declaration of IOC/FOC and the final amount upon completion. For the accounting of the expenditures related to indirect contracts, NAPMA records the amounts in the Financial Statements based on data/billing reports as provided by the US Government. This data is presented on a modified cash basis.

Provisions and Contingent Liabilities

Provisions are recognized for liabilities of uncertain timing or amount. It's a present obligation at the reporting date as a result of a past event and it is probable that an outflow of resources will be required to settle the obligation. Provisions are measured at the General Manager's best estimate and the amounts can be measured reliably.

NAPMA discloses in the notes to the financial statements contingent liabilities where:

- NAPMA is exposed to possible financial liabilities that arose from events which occurred before the year-end, and where the confirmation of the existence of the liability will only be known through the occurrence or non-occurrence of one or more uncertain future events not wholly within the organisations control, or,
- NAPMA is exposed to a current financial liability which arose from events which occurred before the year-end where NAPMA does not believe it will be required to pay for the financial liability, or, the amount of the financial liability cannot be measured with sufficient reliability.

NATO UNCLASSIFIED

Net Assets

Net assets represent the net result of revenues and expenditures, and the accumulation of inventory, capital and retained earnings over the life-time of the NAPMA Program.

The cash reserves are due to the recognition of non-contributing funds which have already been reported as revenue when it was earned in previous years (including additional contributions subsequently received from new joiners to the program).

Capital assets are the accumulated amount of fixed admin assets. This includes all purchases less disposals and depreciation.

Revenue and Expense Recognition

Revenue

Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably. Contributions when called are booked as unearned revenue and subsequently recognized as revenue when it is earned.

Revenue comprises contributions from Member Nations and other customers to fund NAPMA budgets. It is recognized as revenue in the statement of financial performance when such contributions are used for their intended purpose as envisioned by operational and administrative budgets. The balance of unspent contributions and other revenues that relate to future periods are deferred accordingly.

Exchange rate revenue due to transactions in foreign currency (unrealised – changes in valuations only) and realized exchange rate revenue in accordance with IPSAS 4 – Effect of the foreign exchange rate, are recognized as financial revenue.

Expenses

Budgetary expenses are recognized when occurred. Accruing of expenses is based on the concept of accruing when goods and services are received.

Exchange rate losses due to transaction in foreign currency (unrealised – changes in valuations only) and realized exchange rate losses in accordance with IPSAS 4 – Effect of the foreign exchange rate, are recognized as financial expenses.

Surplus or Deficit for the Period

Accounting surpluses or deficits can occur when using existing funds to cover project expenditures and currency translation adjustments at year-end in accordance with IPSAS 4. Surpluses and deficits can also result from purchases of administrative assets minus the depreciation expenses.

NATO UNCLASSIFIED

NOTES TO THE STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

Assets – Current Assets

1. Cash and Cash Equivalents

		Restated	Original
<u>Cash and cash equivalents</u>	<u>2016</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>
Current Accounts	1,256,214	57,303	57,303
Saving Accounts	191,000,331	377,244,173	377,244,173
Fixed-Term Deposits	270,000,000	0	0
Total	462,256,545	377,301,476	377,301,476

Cash balances are held in current and deposit accounts spread between various reliable financial institutions. Multiple currencies are held in separate accounts. As of the 31st of December 2016 NAMPA invested a part of the cash holding in short fixed-term deposits.

Fixed-Term Deposits held:

Bank	Duration	Currency	Total amount
WELLS FARGO	6 Months	USD	150,000,000
WELLS FARGO	3 Months	USD	20,000,000
DNB Bank	6 Months	USD	100,000,000
	Grand Total	USD	270,000,000

The calls for contributions to the Member Nations are issued according to the 2016 approved budget based on the Medium Term Financial Plan (MTFP) approved by the BOD and according to Art. 29 of the NAPMO Financial Regulations (NFRs) and Financial Rules and Procedures (FRPs). The increase in cash holdings in 2016 is due to cash requirements approved by nations, a change in the call for contribution schedule, as well as a delay in invoicing from the prime contractor.

2. Accounts Receivable

		Restated	Original
<u>Accounts receivable</u>	<u>2016</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>
Receivables from Nations	37,381,717	5,502,311	5,502,311
Receivables from NATO Entities	0	0	0
Receivables from Staff Members	0	2,681	2,681
Other Receivables/Recoverable	0	802	802
Receivables from Bank interest	704,131	730	730
Long outstanding Receivables	372,902	391,657	391,657
Total	38,458,750	5,898.181	5,898,181

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Most receivables are due from the Member Nations. It is deemed that all accounts receivable activities will be closed within 12 months from the end of the reporting period. No provisions are made against debts as they are deemed to be collectible. The increase in receivables in 2016 is due to the change in the frequency and scheduled issuance of the calls as per Art. 29 of the NAPMO FRs. Due to a decision, in concurrence with the NAPMO BOD, to postpone the issuance of 2016 first call for contribution to January 2016 and the issuance of the first call for contribution for 2017 in November 2016, there is a significant variance in the comparative figures between the two fiscal years.

Long outstanding receivables represent an amount from FY 2012 not yet received from Germany.

3. Prepayments		Restated	Original
<u>Prepayments</u>	<u>2016</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>
NATO Entities	596,992	120,313	120,313
DFAS	3,021,417	1,136,735	1,136,735
ADMIN NON-NATO Entities	192,758	0	0
Total	3,811,167	1,257,048	1,257,048

Advance payments were made to NSPA (NATO Entities) and DFAS (Non-NATO Entities) against Taskings and Case Directive Amendments (CDAs).

Admin Non-NATO Entities cover administrative prepayments executed in 2016 related to personnel and operations.

Assets – Non-Current Assets

4. Prepayments >12 Months		Restated	Original
<u>Prepayments</u>	<u>2016</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>
ADMIN NON-NATO Entities >12 Months	15,656	0	0
Total	15,656	0	0

Administrative prepayments executed in 2016 related to licenses with validity through 2018.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

5. Property, Plant and Equipment

During 2016, there were no additions to PP&E.

Changes in Property, Plant and Equipment and related depreciation for the year were as follows:

	Automated Inf. System (NIMS)	Office Furniture	Vehicles	Property / Structure	Installed and misc. Equipment	Gov. Furnished Equipment	Totals
Opening Balance (01 January 2016)	240,957	67,778	0	433,097	6,663	0	748,495
Additions	0	0	0	0	0	0	0
Disposals/Corrections	0	0	0	0	0	0	0
Depreciation	90,501	12,846	0	15,097	1,215	0	119,659
Closing Balance (31 December 2016)	150,456	54,932	0	417,999	5,448	0	628,835
Gross Carrying Amount	7,505,412	668,851	63,137	603,899	12,149	79,974	9,391,995
Accumulated Depreciation	7,354,956	613,919	63,137	185,900	6,701	79,974	8,763,161
Net Carrying Amount	150,456	54,932	0	417,999	5,448	0	628,835

In 2016 NAPMA disposed assets with a residual value of USD 0.00 and a historical value of USD 458,574.36.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

6. Work in Progress (WIP) (other non-current assets)		Restated	Original
<u>Work in Progress</u>	<u>2016</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>
Work in Progress (WIP)	293,497,664	196,692,528	196,692,528
Total	293,497,664	196,692,528	196,692,528

WIP - The value of work in progress for an acquisition project will be transferred to the NAEW&C Force based on the declaration of IOC/FOC and the final amount upon completion. That amount is valued at its historical acquisition value at the exchange rate in effect on the date of the expenditure transactions. NAPMA records the amounts of the expenditures related to indirect contracts in the Financial Statements based on data/billing reports as provided by the US Government. The amount of USD 112,189,817 is presented on a modified cash basis.

Changes in Work in Progress for the year were as follows:

	Work in Progress (WIP)	Totals
Opening Balance (01 January 2016)	196,692,528	196,692,528
Additions	96,769,108	96,769,108
Transferred to NAEW&C	36,028	36,028
Disposals/Corrections	0	0
Closing Balance (31 December 2016)	293,497,664	293,497,664
Gross Carrying Amount	2,054,475,904	2,054,475,904
Accumulated Transfers	1,760,978,239	1,760,978,239
Net Carrying Amount	293,497,664	293,497,664

Liabilities – Current Liabilities

7. Accounts Payable and Accruals		Restated	Original
<u>Accounts Payable</u>	<u>2016</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>
Payables to NATO Entities	71,175	2,889	2,889
Payables to Non-NATO Entities	285,662	282,471	282,471
Payables to Suppliers	26,655,207	1,344,815	1,344,815
Payables to Staff	3,390	23,211	23,211
Total	27,015,434	1,653,386	1,653,386

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Payables to NATO Entities

Payables to NATO Entities include primarily an invoice received from NATO Support Agency that was not settled at year-end.

Payables to Non-NATO Entities

Payables to Non-NATO Entities include the DFAS US-Reimbursables that were not settled at year-end.

Payables to Supplier

Payables to suppliers include invoices received from commercial vendors not settled at year-end. The variance between the comparative figures is explained by the delay in invoicing from the prime contractor.

Payables to staff members

Amounts due to staff members such as travel expenses and education allowances.

		Restated	Original
<u>Accruals</u>	<u>2016</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>
Accrued Bank charges	805	354	354
Goods receipt – Invoices to be received	8,990,938	2,835,498	2,835,498
Total	8,991,743	2,835,852	2,835,852

Accrued bank charges are the amounts to be paid in 2016 but not yet debited to the bank accounts.

Goods receipt – Invoices to be received are the amounts based on estimates and assumptions made for goods/services that were delivered/performed during fiscal year 2016 but not invoiced by the 31 December 2016.

8. Unearned Contributions

		Original	Restated
<u>Unearned Contributions</u>	<u>2016</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>
Unearned Contribution - Current	335,501,270	332,886,708	338,191,468
Unearned Contribution - SESAR	3,162,927	0	0
Total	338,664,197	332,886,708	338,191,468

Unearned Contributions – Current represent the balance of Nations' contributions associated to the various programs, inclusive of administrative support, that have not yet been

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

recognized as revenue. The budgets and associated call for contributions are based on the Medium Term Financial Plan (MTFP) approved by the BOD.

The NAPMO-USAF cooperatively developed CNS/ATM project received funding from the Single European Sky Air Traffic Management Research (SESAR) for the efforts in defining, developing and delivering new or improved technologies and procedures (SESAR Solutions). The evaluation performed by SESAR awarded the funding to NAPMO in two grants. A first payment was received in the amount of USD equivalent 3,162,927, and has been accounted for separately in 2016.

Liabilities – Non-Current Liabilities

9. Advanced Contributions and Reimbursables NATO Entities

		Restated	Original
<u>Advances on Nations' Contributions</u>	<u>2016</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>
Advance Nation accounts	122,862,881	40,381,734	40,381,734
Total	122,862,881	40,381,734	40,381,734

Advances on Nations' contributions are funds held on behalf of the Member Nations which arise from a variety of funding sources including calls for future year's budgets as stated in the NAPMO FR Art. 29.5, interest earned on Nations' cash balances, sales of residual assets, R&D recoupment for the Radar System Improvement Project (RSIP).

In November 2016 as per Art. 29 of the NAPMO FRs NAPMA issued the first call for contribution for 2017. Another reason for the variance between the comparative years is due to the fact that the first call for 2016 was not issued in 2015, but in January 2016 instead.

		Restated	Original
<u>Reimbursables</u>	<u>2016</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>
Reimbursables NATO Entities	2,318,373	1,150,749	1,150,749
Total	2,318,373	1,150,749	1,150,749

This account tracks the financial activities to support Third Party NATO Entities. Funds are received and expended on behalf of other NATO entities predominantly the NAEW&C Force for execution of projects and activities for Operations and Support.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

10. Other non-current liabilities (Deliverables)

		Original	Restated
<u>Deliverable to NAEW&C Force</u>	<u>2016</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>
Deliverables	293,497,664	196,692,528	196,692,528
Total	293,497,664	196,692,528	196,692,528

Deliverables to NAEW&C Force represent the cumulative amount of work in progress that is still to be transferred on the declaration of IOC/FOC and the remaining amount on completion. For the accounting of the expenditures related to indirect contracts. NAPMA records the expenditures related to indirect contracts in the Financial Statements based on data/billing reports as provided by the US Government. The amount of USD 112,189,817 is presented on a modified cash basis.

Changes in Deliverables for the year were as follows:

	Deliverables	Totals
Opening Balance (01 January 2016)	196,692,528	196,692,528
Additions	96,769,108	96,769,108
Transferred to NAEW&C	36,028	36,028
Disposals/Corrections	0	0
Closing Balance (31 December 2016)	293,497,664	293,497,664
Gross Carrying Amount	2,054,475,904	2,054,475,904
Accumulated Transfers	1,760,978,239	1,760,978,239
Net Carrying Amount	293,497,664	293,497,664

11. Net Assets

The circumstances that have led NAPMA to have to disclose prior period errors is the result of an extensive investigation and review of NAPMA's Financial Statements and corresponding audit reports since 2008. NAPMA has resolved that there are two errors in the reporting of Net Assets: the revaluation of some of the liabilities and a correction which led to a restatement executed in the FS 2010.

The correction in the amount of USD 2,695,211 affected the Net Assets that should have not been subject to the end of year 2015 revaluation. IPSAS Art. 3. Para 47b states that "If the error occurred before the earliest prior period presented, reinstating the opening balances, of assets, liabilities and net assets/equity for the earliest prior period presented."

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

During the review of the NAPMA's Net Assets a careful analysis of the corrections executed in 2010 found that what resulted from the change in accounting policy caused a reduction in the Net Assets for USD 5,304,760.

The correction had a direct effect on the interpretation of the expenditures executed towards the SPO (net effect was an decrease in prepayments and an increase in expenditures). Under generally accepted accounting principles, IPSAS, the "use" of Net Assets to fund current period operations is accomplished by running a net deficit in the current period.

The expenditures were erroneously funded from Program Generated Income (PGI) and this lead to the resulting difference/reduction in Net Assets. However these expenditures should have been funded out of Unearned Contributions (Mid-Term) instead of PGI (Net Assets).

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

NOTES TO STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

11. Revenue

The revenue recognition is matched with the recognition of expenses against NAPMA budgets. Contributions when called are booked as unearned revenue and recognized when earned. The table below shows the breakdown of the operating revenue.

		Restated	Original
<u>Revenue</u>	<u>2016</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>
Revenue from Contributions	22,592,419	26,380,041	26,380,041
Financial Revenue	0	1,026,768	3,721,979
Other Revenue	9,405	297,072	297,072
Total	22,601,823	27,703,880	30,399,091

Revenue from Contributions was used to pay expenses related to project and administrative activities.

Financial revenue represents the accumulated exchange rate gains and losses due to transactions recorded in foreign currencies during the year, which only reflect an unrealised gain or loss required for reporting purposes.

Other revenue from "Advances on Nations contribution" was used to pay for the "Canadian Sources of Repair Relocation" (CANSORREL) requirement.

12. Expenses

Expenses are recognized by nature within the following groups.

		Restated	Original
<u>Project Expenses</u>	<u>2016</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>
Projects direct	4,512,233	5,376,610	8,977,197
Projects indirect (via SPO)	803,015	3,600,577	0
Total	5,315,248	8,977,187	8,977,197

Project expenses are divided into direct and indirect and are not capitalized under WIP. Indirect expenses are incurred under the US agreement and are presented on a modified cash basis.

		Restated	Original
<u>Administrative Expenses</u>	<u>2016</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>
Personnel	15,601,188	15,826,081	15,826,081
Operational	2,206,152	2,302,829	2,302,829
Total	17,807,340	18,128,910	18,128,910

The majority of the administrative expenses relate to personnel support activities. The amounts include expenses for salaries and emoluments for NATO civilian positions and

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

temporary personnel, for other salary related and non-related allowances including overtime, medical examinations, recruitment, installation, removal and training.

The General Manager is entitled to receive a representation allowance as per PO(2013) 0154. The amount spent in 2016 was USD equivalent 10,636. Expenditures made against this allowance are supported by invoices.

The remaining part of the administrative expenses relate to operational activities such as maintenance costs, travel expenses, communication and information systems. These expenses are needed to meet NAPMA's operational requirements.

The lease for three staff cars and photocopiers have been qualified as operating leases and are therefore also included in the administrative costs.

		Restated	Original
<u>Depreciation Expenses</u>	<u>2016</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>
Depreciation Expenses	119,659	131,234	131,234
Total	119,659	131,234	131,234

Assets of PP&E are depreciated over their useful life (see also Note 5).

		Restated	Original
<u>Finance Expenses</u>	<u>2016</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>
Finance Expenses	222.668	0	0
Total	222,668	0	0

Finance expenses represent the accumulated exchange rate gains and losses due to transactions recorded in foreign currencies during the year which reflect an unrealised loss required for reporting purposes.

13. Deficit for the Period

The 2016 deficit results from: the usage of existing funds to cover project expenditures; the currency translation adjustments at the end of the year in accordance with IPSAS 4; and the depreciation expenses for the year of the administrative assets purchased in prior years.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

EVENTS AFTER THE REPORTING DATE

NAPMA's reporting date is 31 December 2016 and the Financial Statements were authorized for issue by the General Manager on 31 March 2017. No material events, favorable or unfavorable, which would have an impact on the statements have occurred between the reporting date and the date on which the Financial Statements were authorized for issue.

RELATED PARTIES DISCLOSURE

Under IPSAS 20 Parties are considered to be related if one party has the ability to control or exercise significant influence over the other party in making financial and operating decisions. IPSAS 20 requires the disclosure of the existence of related party relationships, where control exists, and the disclosure of information about transactions between the entity and its related parties. This information is required for accountability purposes and to facilitate a better understanding of the financial position and performance of the reporting entity.

The BOD members receive no remuneration and do not receive loans from the entity. Based on the BOD annual declarations for 2016, received from all the BOD Members, no significant related party relationships could be identified which could affect the operation of NAPMA.

Based on the annual declaration for 2016 received from the key management personnel of NAPMA, there were no significant related party relationships identified which could affect the operation of NAPMA.

Senior management is remunerated in accordance with the published NATO pay scales. They do not receive loans that are not available to all staff members.

The aggregate remuneration of key management personnel during the year was as follows:

Remuneration of Key Management Personnel For Period ended December 31, 2016			
Number	Grade	Gross Salary (Euro)	USD Equiv. (At End Year Rate)
1	A7	179,891	187,429
3	A6	466,890	486,452
4	A5	623,959	650,103
7	A4	902,233	940,037
15		2,172,973	2,264,021

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

BUDGET EXECUTION REPORT

The execution of the budget during fiscal year 2016 is shown in annex A.

The budget and accounting bases differ for NAPMA. The Financial Statements for NAPMA are prepared on an accrual basis, based on the nature of expenses in the Financial Statements whereas the Budgets are prepared on a commitment basis. Budgets are approved annually by program/project, but cover multi-year requirements. All budgets are approved in USD equivalent at an established rate at the beginning of each project. Execution of the approved budgets is in multi-currencies and is expressed in USD equivalent at the established program rate.

The BOD approves the budgets based on program/projects including administrative costs. Budgets may be subsequently amended by the Board.

As previously stated, the budget and accounting bases differ due to different methodologies. Differences between budget expenses (commitment basis) and actual expenses (accrual accounting basis and restated at a program rate) are driven primarily by Clearing House timing differences and accruals.

In the Clearing House process, actual expenditures are recognized when USD equivalent payments are made through DFAS, while the Budgeted Expenditures are recognized when payments are made to subcontractors, in multi-currencies, by NAPMA.

Actual expenditures are recorded on an accrual basis. Budgeted expenditures are recognized when the Goods Receipt is posted and the budget is consumed by an individual project.

Reconciliation between budget expenditures and expenditures reported in the statement of financial performance:

The following reconciliation shows a minor difference between the budgetary results and the Financial Statements due to rounding in the execution of Clearing House throughout the year.

Comparison of Budget Execution and Statement of Financial Performance:

2016 Expenditure Reconciliation							
	Expenditure Comparison		Difference	Explanation			Net
	BES Expense at Program Rate (\$EQ)	Financial Stmt Expense at Market Rate (LC)	BES Expense @ Program Rate less Fin Stmt Expense @ Mkt Rate	Exchange Difference Program Rate to Mkt Rate	Currency Clearing House Difference	Accrual Difference	Net Difference
PROJECTS	103,437,919.82	102,084,356.00	1,353,563.82	(1,297,522.66)	(367,396.76)	311,353.89	(1.71)
ADMIN	19,801,339.56	17,807,339.90	1,993,999.66	(1,970,400.34)	-	(23,599.32)	(0.00)
TOTAL	123,239,259.38	119,891,695.90	3,347,563.48	(3,267,923.00)	(367,396.76)	287,754.57	(1.71)

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

WRITE OFF

Assets which are currently providing operational service potential are deemed to be the reporting responsibility of NAEW&C FC. NAPMA does only report write-offs of NAPMA fixed admin assets and inventory. This results from the implementation of the NAF.

The NAPMO Financial Regulations require NAPMA to disclose any amounts written-off in the year. In 2016 NAPMA wrote-off assets with a current value of USD 0.00 and a historical value of USD 458,574.36.

FINANCIAL INSTRUMENTS DISCLOSURE

NAPMA's financial requirements are met from its Member Nations. NAPMA does not borrow money or invest surplus funds. Other than financial assets and liabilities which are generated by day-to-day operational activities, no financial instruments are held.

Liquidity risk

NAPMA's financial requirements and capital expenditures are met by its Member Nations and are typically funded in advance. NAPMA is therefore not exposed to material liquidity risks.

Credit risk

NAPMO nations are member and partner Nations of NATO and hence NAPMA is therefore not exposed to material credit risks.

Foreign currency risk

NAPMA has limited exposure to foreign currency because some of its work is denominated in currencies other than the USD. However, risk related to foreign currency transactions is ultimately born by NAPMO Nations.

NATO UNCLASSIFIED

NAPMA Budget Execution Report as at 31 December 2016 (Annex as per NFR Article 34, para 34.4)
(in USD equivalent)

2016 Budget Execution Report											
	Appropriations current Budget Year(\$EQ)	Total Changes to Previous Appropriations (\$EQ)	Uncommitted Appropriations Carried Forward from Previous FY(\$EQ)	(TOTAL) Commitments Carried Forward from Previous FY(\$EQ)	Lapse in current FY (\$EQ)	Total Appropriations Available FY (\$EQ)	Expense Program Rate (\$EQ)	Uncommitted Appropriations Carried Forward (\$EQ)	(TOTAL) Commitments Carried Forward into Following FY(\$EQ)	Total Appropriations Used FY (\$EQ)	Difference Total Appropriations Available -Total Appropriations Used(\$EQ)
Funds Center	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
PROJECTS	121,793,956.40	(12,229,638.27)	124,847,192.76	209,280,323.42	(587,359.40)	443,104,474.90	103,437,919.82	(129,796,697.08)	(209,871,356.72)	(443,105,973.62)	(1,498.72)
ADMIN	22,253,765.18	-	0.30	59,770.64	(2,309,897.04)	20,003,639.09	19,801,339.56	-	(201,617.92)	(20,002,957.48)	681.61
TOTAL	144,047,721.58	(12,229,638.27)	124,847,193.06	209,340,094.06	(2,897,256.44)	463,108,113.99	123,239,259.38	(129,796,697.08)	(210,072,974.64)	(463,108,931.10)	(817.11)

Deltas are caused by NAPMA ERP System Standard settings.

Projects - Delta is caused due to a Goods Receipt CF from past years with Purchase Order closure in 2016.

Admin - Delta results from Personnel Expenditures in USD being charged to a EUR account.

New Report of Budget Execution Column Headings for 2016

The Column Headings in 2016 reflect the application of NFR terminology as follows:

Previous	New
Authorizations	Appropriations
Commitments	Uncommitted Appropriations
Obligations	Commitments